

SYNTHÈSE DU CAFÉ-PHILO DU JEUDI 24 MARS

La lutte des classes est-elle dépassée ?

L'envol du café-philos et son atterrissage au Ponton, ont parfaitement réussi ! Nous étions 22 ce soir dans cette grande et belle salle et nous avons eu l'agréable surprise, non seulement de saluer les fidèles du café-philos, mais aussi de recevoir de jeunes et nouveaux participants. Jimmy et Étienne sont de Savennières et sont venus pour témoigner de leurs interrogations sur le thème de ce soir et porter à notre connaissance leur lutte quotidienne pour un avenir meilleur. Nous les remercions chaleureusement pour avoir nettement fait baisser l'âge moyen du groupe de ce soir (la prochaine fois, invitez vos copains et copines !) et pour nous ouvrir à de nouvelles approches des problèmes.

Après les présentations de notre nouvelle association, ses statuts, son fonctionnement et quelques points pratiques, Éric nous a présenté son introduction. Mais avant d'en souligner quelques traits, je voudrais le remercier pour son installation de superbes affiches, tout autour de la salle, vieilles affiches des temps révolutionnaires des années 50, 60 et 70. (Ci joint la photo). S'y côtoyait une référence à Lénine, le portrait du Che, les Blacks Panthers, les luttes sud-américaines ou espagnoles, le front polissario...tout ce que cette seconde moitié du XXe S. contenait de lutte de classe, de lutte révolutionnaire, défilait devant nos yeux.

Éric a donc relevé d'une part que cette lutte des classes mondiale semble avoir traversé tous les XIXe et XXe siècles et que d'autre part elle a exprimé toutes les luttes sociales et politiques du monde entier (comme le représente sa belle collection d'affiches révolutionnaires). Après la chute de l'URSS et le développement de cette économie capitaliste mondialisée, la lutte des classes est-elle une notion dépassée ?

Pour bien comprendre l'enjeu de cette question, je me permets cette analyse préalable succincte : **Karl Marx** expose dès le début du « Manifeste du parti communiste » la thèse suivante : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes ». C'est la raison pour laquelle depuis la seconde moitié du 19e siècle, jusqu'à la chute de l'URSS, la lutte des classes était le seul vecteur qui permettait de comprendre l'Histoire (avec un grand H) et de motiver l'action révolutionnaire du monde entier. Deux classes antagonistes, le prolétariat d'un côté, le capital de l'autre. Deux classes dont les intérêts s'opposent diamétralement. Cette thèse, remarque Chantal, reste liée à la révolution industrielle du 19^e s. Cependant aujourd'hui, il semble même, comme le dit Marie-Paule, qu'une thèse nouvelle, celle de la « fin de l'histoire », confirmant le triomphe de la démocratie libérale et le capitalisme mondialisé, se soit imposée. Même nos partis communistes européens ont abandonné cette notion de « dictature du prolétariat », clef de voute de la théorie révolutionnaire. Si la fin est obsolète alors le moyen (le concept de lutte de classes) l'est aussi, fait remarquer Lucien. Marie, nouvelle participante que l'on salue bien amicalement, souligne l'importance de cette croissance de la classe moyenne, masquant en quelque sorte, l'opposition frontale prolétariat/bourgeoisie (pour parler comme les marxistes). Marie-Paule voit aussi se défaire cette conscience de classe, cette conscience d'un intérêt commun. Ne s'agit-il pas de cet individualisme caractéristique de nos sociétés contemporaines occidentales ?

Nous comprenons alors le problème que soulève notre question : Qu'est-ce qui aujourd'hui pourrait faire penser que la lutte des classes n'est plus un concept opératoire révélant la réalité sociale et politique, et qu'il serait donc périmé ?

Pour bien comprendre le problème, il faut souligner ce fait historique fondamental, la formation en Occident de l'« État-providence ». Le développement de l'« État-providence » au 20^e siècle a confirmé le mode de production capitaliste, correspondant à la fin du communisme. Cependant, le communisme de l'Est a influencé les politiques de l'Ouest. Pour atténuer les conflits sociaux (1936 par exemple), les États de l'Ouest ont développé une sociale démocratie, qui se caractérise par la mise en place des institutions de la société salariale, c'est-à-dire un droit du travail et une protection sociale. Fort de cette condition sociale, sans nul doute bénéfique, le salariat s'est généralisé, et surtout les entreprises ont accentué la logique du rendement et rendu encore plus hétéronomes les travailleurs. Mais en contrepartie, les salariés ont été dédommagés par une certaine protection sociale et l'assurance d'un certain pouvoir d'achat. C'est ce que dit **Habermas** (philosophe allemand contemporain) dans « La crise de l'État-providence » : « Dans le projet d'État social, le noyau utopique, la libération du travail autonome, a fini par prendre une autre forme. (...) Le citoyen est dédommagé par des droits dans son rôle d'usager des bureaucraties mises en place par l'État-providence, *et par du pouvoir d'achat dans son rôle de consommateur de marchandises*. Le levier permettant de pacifier l'antagonisme de classe reste donc la neutralisation de la matière à conflit que continue de receler le statut du travail salarié ».

Le développement de cet État-providence, que je dirais s'être développé depuis les années 30 dans les pays les plus industrialisés, en Europe et aux USA, a considérablement développé le droit du travail, le temps de travail, les protections sociales, le niveau des revenus (les acquis sociaux de 1936, puis de 1945, de 1968...jusqu'aux 35h. en 2000, si décriées par certains). Le niveau de vie s'est accru pour une grande majorité de salariés, et la protection sociale en France reste enviable par beaucoup de pays (Sécurité sociale, allocations chômage...). Cependant la crise qui a émergé en Europe, pour le moins, laisse apparaître les failles du système et nous voyons bien les attaques continues que cet « État-providence » est en train de subir...(le « minimum vieillesse », vraiment minimal, réduisant certaines vieilles personnes seules à la pauvreté et évidemment ce « précarité » cité par Nelly, qui se généralise particulièrement chez les jeunes). Ce concept de « précarité » est construit sur la base des notions de prolétariat et de travail précaire. En France, le terme est notamment utilisé par le sociologue **Robert Castel**, qui le définit comme « un infra-salariat qui se développe en deçà de la société salariale et qui ne permet plus d'assurer l'indépendance économique et sociale des travailleurs » (dixit Wikipédia). Nous pouvons même nous demander si la crise n'est pas le moyen le plus efficace pour le capitalisme le plus libéral, de se débarrasser de la sociale démocratie. C'est ainsi que la lutte des classes semble avoir apparemment disparu. **Dominique Méda**, (philosophe et sociologue, auteure de nombreux ouvrages sur le travail et de ce livre important que je vous conseille, « La mystique de la croissance ») nouvelle amie du café-philo de la Possonnière, m'écrit ceci en réponse à notre question : « Non la lutte des classes n'est pas dépassée. Je pense qu'elle n'a jamais été aussi forte, mais elle est masquée, feutrée, effacée, émoussée. Il faut sans doute revenir à la question du rapport salarial ».

Bruno souligne en effet que d'une part, cette précarité générale est en train de s'installer et d'autre part, cette oligarchie cherche à nous faire croire que l'exploitation capitaliste n'existe plus. C'est le premier pas vers la fin de cette sociale démocratie, où l'on voit se fracturer la solidarité entre les salariés (voir sur le blog mon cours « Le travail »). Que sommes-nous prêts à perdre pour lutter contre les conditions injustes faites aux salariés de certaines entreprises ? (Voir aussi l'effondrement de la participation syndicale). Il est vrai, comme le dit Jacky, que la notion de lutte de classe exprimait « le luxe d'une société de plein emploi ». Qu'en est-il aujourd'hui avec le chômage de masse ?

Jimmy, un de nos jeunes et nouveaux participants du café-philo, pointe un fait remarquable en Europe dans les pays en grande difficulté économique comme en Grèce ou en Espagne, et dit : « le salut ne passera pas par les politiques ! », prenant l'exemple sur ces mouvements spontanés et très jeunes comme Podémos en Espagne, force de contestation des jeunes, largement touchés par le chômage. On pourrait peut-être faire rentrer dans cette catégorie tous ces mouvements altermondialistes de par le monde. Et c'est aussi la position d'Étienne qui voit naître dans les réseaux-socio, une force vive contestataire de cette hyper consommation. Là est peut-être la nouvelle force, extérieure au problème de lutte de classe, mais qui peut réorienter la lutte pour sortir de cette aliénation que constitue l'hyper consommation. Ne faut-il pas en finir avec ce mythe de la croissance pour la croissance ? J'ai cité les ouvrages de **Pierre Rabhi** (dont « Vers la sobriété heureuse »), qui ont beaucoup de succès ! Morag et sa sœur Sandy, font justement remarquer, qu'il ne faut plus attendre la solution d'une éventuelle révolution, autant attendre le messie, mais qu'il faut en commencer par sortir de ce consumérisme (se consumer...) et que la grande réforme est là, si l'on ne veut pas faire disparaître en cendre notre planète (lire « Nos voies d'espérance » entretiens avec 10 grands témoins : dont Françoise Héritier, Nicolas Hulot, Cynthia Fleury, Dominique Méda, avec en plus un cd d'entretien avec Pierre Rabhi...).

J'ai gardé pour la fin ce que j'aurais dû introduire dès le début, un trait saisissant et caractéristique de notre ami Jacques, peu en forme ce soir et c'est peut être pour cela qu'il nous a balancé en pleine gueule, dès le tout début de notre débat, au lieu de nous réserver ces illuminations au moment de se lever : « « Tout ça c'est de la connerie ! » Bon ça, c'est dit ! D'une part ajoute-t-il, la lutte des classes est une notion qui n'est pas universelle, puisque les sociétés primitives connaissent bien d'autres luttes, mais pas celle-ci. D'autre part, il faut en finir dit-il avec cette obsession de la « novation ». On peut parler d'une course à la novation dans le marché des technologies, laquelle ne représente souvent en rien un progrès véritable, mais fait partie de la course à la nouveauté dont se repaît la société technique et marchande. Je me permets et j'espère qu'il ne m'en voudra pas, de faire savoir auprès de tous les amis du café-philo de la Possonnière, que Jacques Bertin est un poète et chanteur, qu'il a une œuvre considérable et que vous pouvez vous procurer ces cd (voir sur son site).

Le prochain café-philo aura lieu le jeudi 21 avril au Ponton, sur le thème : « Le féminisme a-t-il encore un sens ? » C'est notre ami Ahmed qui va se coller à son introduction.

